

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 32295C

Inscrit le 16 avril 2013

Audience publique du 11 juillet 2013

**Appel formé par
Monsieur,
contre un jugement du tribunal administratif
du 21 février 2013 (numéro 28559 du rôle)
ayant statué sur son recours contre une décision du Premier ministre
en matière d'habilitation de sécurité**

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 32295C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 16 avril 2013 par Maître Jean-Marie BAULER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, ci-avant préposé-stagiaire auprès de l'administration des services de secours, actuellement salarié, demeurant à L-..., dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 21 février 2013 (numéro 28559 du rôle) ayant déclaré non fondé son recours en annulation d'une décision du Premier ministre, ministre d'Etat, du 1^{er} février 2011 portant refus de lui délivrer une habilitation de sécurité au niveau « *secret OTAN* », « *secret UE* » et « *secret LUX* » en sa qualité d'opérateur auprès du Central de Secours d'Urgences à l'Administration des Services de Secours.

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 16 mai 2013 par Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 17 juin 2013 par Maître Jean-Marie BAULER au nom de Monsieur ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jean-Marie BAULER et Madame le délégué du gouvernement Elisabeth PESCH en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 2 juillet 2013.

Par jugement du 21 février 2013, le tribunal administratif s'est déclaré incompétent pour connaître du recours principal en réformation de Monsieur dirigé contre une décision du Premier ministre, ministre d'Etat, du 1^{er} février 2011 portant refus de lui délivrer une habilitation de sécurité au niveau « *secret OTAN* », « *secret UE* » et « *secret LUX* » en sa

qualité d'opérateur auprès du Central de Secours d'Urgences à l'Administration des Services de Secours tout en déclarant son recours en annulation dirigé contre la même décision ministérielle non fondé et en le condamnant aux frais avec rejet de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 16 avril 2013, Monsieur ... a fait entreprendre le jugement précité du 21 février 2013 dont il sollicite la réformation dans le sens de voir accueillir son recours initial.

Tout d'abord l'appelant conclut à la recevabilité de son appel comme le jugement entrepris n'aurait été notifié à son mandataire qu'en date du 8 mars 2013.

Il estime qu'il est un fait que le jugement précité du 21 février 2013 a été notifié par le greffe du tribunal à son mandataire, lequel a été avisé le 22 février 2013 sans avoir réceptionné ledit courrier pour le motif « *absent* », mais que « *pour des raisons qui échappent actuellement à l'appelant, le mandataire de l'appelant n'a pas eu connaissance du récépissé avisé le 22 février 2013 non réceptionné pour le motif « absent* » ». Ce serait partant en toute bonne foi que l'appelant ait considéré que ledit jugement avait été notifié pour la première fois le 8 mars 2013. Il n'aurait même pas eu la possibilité d'introduire une demande en relevé de déchéance alors que cette procédure exige que la demande soit faite dans les 15 jours soit de la prise de connaissance de l'acte, soit à partir de la fin de l'impossibilité d'agir. Or, lors de la prise de connaissance de l'acte par l'appelant, ce dernier aurait ignoré que le jugement avait apparemment déjà été notifié auparavant et que le délai de 40 jours avait déjà couru depuis 14 jours. Selon l'angle de vue des droits de la défense, les délais de forclusion ne sauraient dès lors être pris en considération qu'à partir de la prise de connaissance de l'acte et non point d'après l'information du service des postes que l'acte a été notifié sans avoir été matériellement réceptionné. En conséquence, l'appelant plaide dans le sens de voir prendre en considération le délai d'appel à partir de la seconde notification du 8 mars 2013.

Le délégué du gouvernement soulève l'irrecevabilité de l'appel pour cause de tardiveté. Il énonce que le jugement prononcé le 21 février 2013 a été envoyé le même jour par lettre recommandée au mandataire de l'appelant et que l'envoi avait été avisé le 22 février 2013 sans avoir été réceptionné à cette date pour le motif « *absent* ». Ainsi, l'envoi aurait été gardé jusqu'au 29 (sic) février 2013, puis renvoyé au tribunal administratif qui l'aurait réexpédié le 6 mars 2013. Le représentant étatique estime qu'en vertu de l'article 34, paragraphe 6, de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après « *la loi du 21 juin 1999* », la notification est réputée faite le jour du dépôt de l'avis par l'agent des postes, dans l'hypothèse où la lettre recommandée n'a pas été retirée par le destinataire dans le délai de 7 jours à partir de l'avis remis par la poste au destinataire. Dès lors, le délai d'appel aurait couru à partir de l'avis du dépôt du 22 février 2013 et l'appel, quoique daté du 17 mars 2013, mais déposé le 16 avril 2013, serait tardif. D'ailleurs, le dépôt de la requête d'appel vaudrait signification à l'Etat en vertu du paragraphe 3 de l'article 39 de la loi du 21 juin 1999.

D'après l'article 38 de la loi du 21 juin 1999, le délai d'appel, qui est de 40 jours, court pour toutes les parties du jour où le jugement leur aura été notifié par le greffe de la juridiction de première instance, d'après la procédure prévue par l'article 34.

Suivant l'article 34, paragraphe 2, de la même loi, la notification s'opère par pli fermé et recommandé à la poste, accompagné d'un avis de réception, ce pli étant délivré aux mandataires auprès desquels les parties ont élu domicile.

Aux paragraphes 4 à 6, l'article 34 en question distingue suivant trois séries d'hypothèses, celle où le destinataire accepte la lettre recommandée qui lui est remise par l'agent des postes (paragraphe 4), celle où la lettre recommandée a pu être remise par l'agent des postes à une personne se trouvant à l'adresse du destinataire (paragraphe 5) et enfin celle du paragraphe 6 où la notification n'a pas pu être faite suivant une des deux modalités décrites aux paragraphes 4 et 5 de l'article 34 précité.

Suivant le paragraphe 6 dudit article 34, dans les cas où la notification n'a pas pu être faite comme il est dit aux paragraphes 4 et 5, l'agent des postes remet la lettre recommandée avec l'avis de réception au bureau des postes distributeur compétent et laisse à l'adresse indiquée ou dans la boîte postale du destinataire un avis l'avertissant que la lettre recommandée n'a pas pu lui être remise en indiquant les coordonnées utiles pour le retrait.

Ledit article 34, paragraphe 6, envisage alors deux hypothèses suivant que la lettre est retirée dans le délai ou non pour énoncer que dans tous les cas la notification est réputée être faite le jour du dépôt de l'avis par l'agent des postes.

Cette solution est différente de celle prévue aux paragraphes 4 et 5 de l'article 34 pour les hypothèses où la notification aura été faite le jour de la remise de la lettre recommandée respectivement au destinataire ou à la personne qui l'accepte en son nom à son adresse, auxquels cas la notification est réputée faite le jour de la remise de la lettre recommandée.

En l'occurrence, il se dégage de l'avis de réception renvoyé par le bureau des postes au greffe de la juridiction de première instance, versé au dossier et librement discuté par les parties, que le mandataire de l'intimé a été avisé le 22 février 2013, avec l'indication que le dernier jour de garde était le 29 février 2013. Il résulte encore du courrier de notification que celui-ci a été retourné à son expéditeur par la suite.

S'il est vrai que l'année 2013 n'est pas bissextile et que donc la date du 29 février 2013 n'existe pas comme telle, il n'en reste pas moins que cette erreur de datation n'est pas de nature à tirer à conséquence, étant donné qu'elle n'enlève en rien au fait constant que le mandataire de l'intimé, dûment avisé, n'a pas retiré le courrier de notification dont s'agit et que celui-ci a été retourné à son expéditeur, le greffe du tribunal administratif, après l'écoulement du délai de 7 jours prévu par le paragraphe 6 de l'article 34 de la loi du 21 juin 1999.

En application dudit article 34, paragraphe 6, la notification est réputée faite le jour du dépôt de l'avis par l'agent des postes, soit en l'occurrence le 22 février 2013, cette donnée de fait n'ayant pas été sérieusement contestée en cause par la partie appelante.

Face aux dispositions de l'article 34, paragraphe 6, de la loi du 21 juin 1999, la réexpédition par courrier normal avec la mention « *notification réputée faite le jour du dépôt de l'avis* » art. 54 et 34 de la loi du 21 juin 1999 » opérée par le greffe du tribunal administratif en date du 6 mars 2013, est à considérer comme pure mesure de facilitation afin de porter de manière assurée le jugement concerné à la connaissance de la partie qui,

quoiqu'avisée, ne l'a pas retiré, en vue de lui permettre d'en prendre connaissance et d'interjeter, le cas échéant, appel à son encontre dans les meilleurs délais.

Juger que le délai d'appel court à partir de la réexpédition par simple courrier serait contraire à la fois aux dispositions expresses de la loi et à la logique sous-tendant le régime des délais de procédure en matière administrative.

En effet, d'un côté, l'article 34, paragraphe 6, de la loi du 21 juin 1999 est formel pour faire courir le délai d'appel à partir du moment où le mandataire de la partie notifiée se trouve dument avisé et où il aura de la sorte été mis en mesure de prendre connaissance de l'envoi de notification à travers le retrait qu'il lui importe d'en effectuer.

D'un autre côté, la logique des notifications des jugements des juridictions administratives va dans le sens que dès la première notification le délai de recours commence à courir, sinon il serait possible qu'une partie y trouvant un intérêt ou qui, par simple négligence, ne s'occupe point de retirer en temps utile l'envoi qui lui est adressé, puisse allonger quasiment à sa guise les délais de procédure pourtant prévus par la loi de manière à se dérouler d'une façon aussi expéditive et efficace que possible dans l'intérêt d'une évacuation efficiente du contentieux administratif.

Le délai d'appel de 40 jours ayant commencé à courir le 22 février 2013 à minuit, il a expiré le mercredi 3 avril 2013 à minuit.

Dès lors, l'appel déposé le 16 avril 2013 est tardif.

Eu égard à la tardiveté de l'appel, il y a lieu, par confirmation du jugement entrepris, d'écarter la demande en allocation d'une indemnité de procédure de l'appelant pour la première instance, ainsi qu'au vu de l'issue du litige, celle par lui formulée pour l'instance d'appel.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare l'appel irrecevable ;

confirme le jugement entrepris en ce qu'il a écarté la demande en allocation d'une indemnité de procédure de l'appelant pour la première instance ;

écarte la demande en allocation d'une indemnité de procédure de l'appelant pour l'instance d'appel ;

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Francis DELAPORTE, vice-président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu à l'audience publique du 11 juillet 2013 au local ordinaire des audiences de la Cour par
le vice-président, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original.

Luxembourg, le 22 novembre 2016
Le greffier en chef de la Cour administrative